

POLITIQUE INTERIEURE

Remaniement ministériel. (AFP 5/01)

Le gouvernement va faire la chasse aux quelque 7000 « fonctionnaires fantômes », qui touchent un salaire alors qu'ils sont morts ou ne travaillent plus dans la fonction publique. Le ministre de la fonction publique souhaite également encourager les départs à la retraite et le double emploi (à savoir que les fonctionnaires aient un autre emploi après leurs horaires administratifs « afin qu'ils participent au développement du secteur privé ». (AFP 13/01)

Les quelques 2600 réservistes de l'armée, qui avaient répondu en bloc à l'appel de M. RVALOMANANA pour la « reconquête » du pays, alors que le pays se scindait entre ses partisans et ceux du président RATSIRAKA, réclament une « prime de gratitude » en plus de l'indemnité de démobilisation (118 €). Le ministère a accepté, lors de négociations ouvertes avec les réservistes en début d'année, de rembourser les éventuels arriérés de salaires, les frais médicaux pour les blessures contractées durant les affrontements, et des pensions de veuvage (38 réservistes sont morts). Malgré ce mouvement de protestation, RAVALOMANANA jouit d'une confiance importante de la popularité, du fait des chantiers de réfection des routes et l'instauration de l'école gratuite pour tous les enfants du primaire. (AFP 16/02)

Sur les banderoles des réservistes contestataires on peut lire « Président RAVALOMANANA, ne donne pas un coup de pied à la pirogue qui t'a fait traverser la rivière ». Les réservistes reprennent leurs manifestations quotidiennes, sur la place du 13 mai. (AFP 3/03)

Quelques illustrations de la pression constante de l'Eglise catholique sur le Président : celui-ci a promis 100 millions FMG au FFKM, sans préciser si ces fonds étaient publics ou privés ; il a refusé de recevoir une délégation de francs maçons ; le message quotidien sur la Radio nationale pour la lutte contre le sida a changé : il prône l'abstinence, et non plus le préservatif. Sur ce dernier point, le chef de l'Etat, qui préside le Comité national de lutte contre le sida, n'est pas d'accord. (LOI 28/02)

Créée en mars 2003 l'association *Assidu Madagascar* est animée par des partisans du régime RATSIRAKA. Sur son site internet www.assidu-madagascar.org ou .com, on trouve un décompte minutieux des « prisonniers politiques » encore en détention fait par le *Comité pour la Réconciliation nationale* (de ZAFY), et une critique de l'emprise économique des sociétés *Tiko*, appartenant au Président RAVALOMANANA. (Afrique Express 17/02)

Le vendredi à Tuléar, un inconnu fait exploser une grenade au milieu de la foule rassemblée pour le feu d'artifice de la fête nationale (30 blessés). A Fianarantsoa, la grenade est lancée contre la voiture d'un député. Samedi, 3 blessés par une grenade lancée lors du défilé militaire. (AFP 28/05)

Les enseignants d'université observent une grève perlée depuis avril pour réclamer une revalorisation de leurs salaires et retraites ; les magistrats ont organisé une grève générale d'une semaine pour les mêmes motifs ; les étudiants ont défilé contre la hausse du prix des

transports. La principale cause de cette morosité ambiante est l'inflation et la dépréciation de la monnaie : le riz a augmenté de 13 % au 1^{er} trimestre 2004, et les prix des carburants ont augmenté de 40 à 50 % en un an. (AFP 29/06)

La grève des coopératives de « taxi-be », les transports collectifs d'Antananarivo a été suivie à 85 %. Ils protestent contre la libéralisation totale du secteur, qui serait synonyme de leur dissolution. LA libéralisation des transports collectifs a été décidée après les manifestations des étudiants, qui protestaient contre la hausse du tarif des taxi-be. . (AFP 18/06)

Nouvelles explosions de grenades, dans un magasin de Fiananrantsoa (filiale du groupe *Tiko*, qui appartient au président RAVALOMANANA) et dans la cour de la villa de l'ancien président ZAFY. Les autorités et l'opposition s'accusent mutuellement. (AFP 8/07)

Explosions quasi simultanées à Tuléar, l'une devant le domicile du directeur de *Tiko*, l'autre devant celui du directeur de cabinet du ministre de la Jeunesse. Précédemment, une autre tentative avait eu lieu à l'encontre du domicile du responsable de la sécurité du port, et près de la cité universitaire de Diego Suarez. (AFP 9/07)

POLITIQUE EXTERIEURE

L'ambassade malgache à **Paris** a sollicité plusieurs médias pour participer à une « mission spéciale » dans le cadre d'une opération internationale dénommée « nouvelle image de Madagascar », afin de donner « des vues exactes et renouvelées de la réalité malgache et de la renaissance de Madagascar ». Participeront : *Radio France Outremer*, le *Washington Post*, *Ouest France*, *Jeune Afrique l'Intelligent*, la revue *Architecture*, un magazine de tourisme. *Le Monde* et *Le Figaro* n'ont pas donné suite. (LOI 21/02)

Les **USA** ont établi une liste de pays à risque terroriste, incluant Madagascar. La Présidence s'en étonne... (AFP 24/03)

L'adhésion de Madagascar à la **SADC** et la coopération sont au programme de la visite du Premier ministre mauricien sur la Grande Ile. La délégation comportera des hommes d'affaires. « Madagascar devrait être depuis longtemps le grenier de Maurice » a-t-il estimé. Les échanges entre les deux voisins représentent environ 200 M\$ (AFP 29/03 & 4/04)

L'**UE** a engagé son plus gros investissement à ce jour en Afrique (70 M€) pour la réfection de la route nord-sud, de Antsiranana à Toliara, soit 309 km. Les travaux entre Antsiranana et la capitale doivent être terminés en 2007. (AFP 18/06)

Le président **français** J. CHIRAC, en route vers sa destination de vacances (La Réunion) effectue une brève visite à Anatananarivo. C'est la 3^{ème} visite d'un président français depuis l'indépendance (De Gaulle en 1958, Mitterrand en 1989). Pourtant, Paris et le 1^{er} contributeur bilatéral, avec 90 M€, soit un tiers des aides reçues par la grande Ile. La France est aussi le 1^{er} client (353 M€) et fournisseur (239 M€) de Madagascar. J. CHIRAC a annoncé que la France effacerait à la fin de l'année le reliquat de la dette (70 M€) et assuré qu'il serait « l'avocat permanent » de la Grande Ile auprès de l'UE et des institutions financières internationales. (AFP 26 & 27/07)

VIE SOCIALE & ECONOMIE - DROITS DE L'HOMME

* DEMOCRATIE, LIBERTES & JUSTICE

« Conscient de la nécessité de réconcilier tous les Malgaches et pour oublier les divergences d'idées qui résultaient de la crise de 2002, je vais accorder la grâce à certains prisonniers de la crise 2002 qui ont une peine inférieure à 3 ans d'emprisonnement » a déclaré le président RAVALOMANANA lors de ses vœux de Nouvel An retransmis à la télévision et à la radio. Environ 140 prisonniers sont concernés. « Pour les autres qui ne sont pas parmi ceux qui vont bénéficier de cette grâce, je peux encore considérer leur cas ultérieurement » a-t-il ajouté. (AFP 2/01/2004)

69 prisonniers détenus en raison de la crise politico-militaire de 2002 ont bénéficié de la traditionnelle grâce présidentielle de la nouvelle année.

Sur les 344 prisonniers politiques détenus depuis la crise, 192 ont été libérés, 40 ont été condamnés, 40 en sont pas encore jugés, 3 sont morts en prison, et 69 ont été graciés. Fin 2003, différents projets de loi d'amnistie visant à effacer partiellement les condamnations de ces prisonniers politiques n'avaient pas été acceptés, faute d'accord entre l'Assemblée nationale et le Sénat. (AFP 16/01/2004)

L'ancien secrétaire d'Etat à la sécurité Publique de RATSIRAKA, AZZALI BEN MAROFO, a été gracié et libéré. « Je ne suis pas trop surpris car mon dossier correspondait bien aux cas qui pouvaient bénéficier de la grâce » a-t-il confié « mais ces mois de prison sont un cauchemar inoubliable ». 70 « prisonniers de la crise de 2002 » ont été graciés, 20 dossiers sont encore en instruction. (Afrique Express 3/02)

Le secrétaire d'Etat français aux anciens combattants fait face aux demandes de revalorisation de pensions de l'ancienne colonie. Les pensions devraient doubler (fin de la « cristallisation »), mais la rétro activité est limitée à 4 ans. Des milliers de Malgaches ont servi dans l'armée française avant l'indépendance, en 1960, et 500 d'entre eux sont encore en vie. (AFP 12/03)

VICTOR WING HONG, président de l'Organisation des familles des personnes arrêtées suite à la crise politique actuelle (OFPACPA) a été arrêté et inculpé « d'association de malfaiteurs » pour avoir participé à des barrages pendant la crise de 2002. VICTOR WING HONG a été arrêté après la manifestation organisée par l'OFPACPA et le Comité de réconciliation nationale (présidé par l'ancien président ALBERT ZAFY). Deux ans après les faits, pourquoi avoir tant attendu ? se demande-t-on à l'OFPACPA. La manifestation qui était interdite par la préfecture de police, a été rapidement dispersée en raison de la présence, au même endroit, de plusieurs milliers de partisans du président RAVALOMANANA. Les quelques centaines d'opposants étaient encadrés et protégés par de nombreuses forces de l'ordre : VICTOR WING HONG, pris à partie, avait dû fuir la manifestation dans une voiture de gendarmerie. (AFP 20 & 22/03).

L'opposant VICTOR WING HONG a été condamné à 5 mois de prison ferme pour avoir organisé une manifestation interdite. Une autre affaire le concernant sera jugée le 8 juin. (AFP 6/04)

Le général RAJAONSON, éphémère chef d'état major sous RATSIRAKA, incarcéré pour complicité dans une tentative de coup de force, puis acquitté, a été réhabilité : il a été nommé inspecteur général de l'armée, sur proposition du Président. (LOI 17/04)

La ministre de la justice bloque une saisie ordonnée par le tribunal de 1^{ère} instance d'Antananarivo un profit d'une société franco-suisse. L'intervention ministérielle était le

dernier recours de la compagnie d'assurance malgache. C'est un signal bien négatif que donne ainsi le gouvernement aux éventuels investisseurs étrangers. (LOI 17/04)

Projet de loi d'amnistie, soumis au vote de l'Assemblée nationale par une commission ad hoc. L'article 1^{er} stipule que « sont amnistiés les actes survenus avant le 31 mars 2004, ayant un lien direct ou indirect avec l'élection présidentielle de 2001, quelle que soit leur nature, à l'exception des meurtres, crimes de sang, tortures, viols et séquestrations ». L'Arema, le parti de l'ancien président RATSIRAKA l'estime « en deçà des attentes de la population ». (AFP 21/04)

Les magistrats ont entamé une grève d'une semaine pour réclamer la revalorisation de 50 à 100 % de leurs salaires. Cette grève s'ajoute à celle des professeurs de l'enseignement supérieur. (AFP 17/05)

*** VIE SOCIALE**

NAINA ANDRIANTSITOHAINA lance un nouveau quotidien, dénommé *Les Nouvelles* (version française) et *Taratra* (version malgache). 60 % des journalistes et le rédacteur en chef sont des transfuges de l'*Express de Madagascar*. (LOI 21/02)

Démantèlement d'un réseau de trafiquants de bébés destinés à l'adoption internationale. Une vieille dame, qui se faisait passer pour leur grand-mère et établissait de faux papiers, travaillait avec un réseau d'intermédiaires chargés de démarcher des filles célibataires enceintes. La police a enregistré 37 disparitions d'enfants en janvier dernier dans la capitale malgache. (AFP 19/04)

*** ECONOMIE**

Un excellent gisement de nickel devrait être exploité début 2007, avec une usine de traitement et tout ce que cela engendre d'infrastructures énergétiques, routières et portuaires, et environ un millier d'emplois. Seul point noir, l'environnement : le gisement est situé dans une zone de forêt humide dont l'écosystème est fragile, sans compter le retraitement du minerai non utilisé. (AFP 24/01).

Air Madagascar, confiée fin 2002 à la *Lufthansa*, est devenue bénéficiaire. Selon le même principe, le gouvernement lance un appel d'offre pour qu'un opérateur étranger reprenne la gestion (pour 24 mois) de la société nationale d'eau et d'électricité *Jirama*. (AFP 30/01)

Nosy Be a été choisie comme site pilote pour le développement touristique de Madagascar. 10 000 touristes sont venus en 2003, comparé aux 700 000 que reçoit Maurice, voisine, et plus petite. Tout est à faire : routes, eau et électricité, port, et même Hell-ville. Le président du tout nouvel Office national du tourisme rêve de faire atterrir 14 avions gros porteurs chaque semaine, soit 200 000 touristes par an, d'ici 5 ans, et 500 000 pour tout le pays. (AFP 28/02)

49 M\$. C'est le plus gros don jamais effectué par la Banque Mondiale pour la protection de l'environnement. Avec 75 % de ces 200 000 espèces végétales et animales n'existant nulle part ailleurs, la Grande Ile dispose d'un potentiel très important en matière d'écotourisme. (L'*Intelligent* 16/05). De son côté, la BAD va financer la reconstruction de 112 km de routes, qui désenclaveront la région de Toliara. (AFP 7/07)

*** FLEAUX & CALAMITES**

Le cyclone *Elita* a fait 29 morts, 100 blessés et 44 000 sans abris. Une partie de la façade de l'enceinte de pierres du Palais de la Reine s'est écroulée. Un appel à l'aide internationale a

été lancé, pour la distribution de vivres, de médicaments et de matériels dans les zones enclavées. Les dégâts causés aux cultures remettent en question la récolte 2004, donc la situation alimentaire des populations. (AFP 11 & 13/02)

Le cyclone *Gafilo* a fait 11 morts et 18 disparus, 11 blessés et 1 900 sans abris. La France et l'Afrique du Sud répondent positivement à l'appel à la solidarité lancé par le gouvernement malgache. L'UNICEF envoie une aide d'urgence.

Le ferry *Samson* est arrivé dimanche dans la baie de Mahajanga. Comme les douanes ne travaillent pas le dimanche, il n'a pas été autorisé à rentrer au port. Depuis il est porté disparu, avec 113 passagers. (AFP 9/03) Démenti du port, qui indique que c'est l'armateur qui a conseillé au ferry de faire demi-tour car le cyclone s'approchait. (AFP 14/03)

« Les autorités malgaches ne sont absolument pas à la hauteur du drame. Les corps arrivent sur la plage au gré des vagues. Il n'y a pas de moyens déployés et aucune initiative n'est prise » déplore un avocat franco-comorien, représentant de familles du ferry comorien *Le Samson*. (AFP 15/03)

Les services de la Présidence ont demandé des mesures de rétorsion à l'encontre de la Radio nationale malgache, qui a diffusé un communiqué de l'ex président DIDIER RATSIRAKA, exprimant sa solidarité avec les victimes du cyclone et offrant 10 millions de FMG au *Centre national de secours*. (LOI 21/02)

La responsable du centre national de secours est limogée. (AFP 16/03)

Nouveau bilan du cyclone *Gafilo* : 198 morts, dont 117 pour le ferry *Samson* et 11 pour le bateau de pêche industrielle à la crevette *Vega9* + 216 000 sans-abris. Un tiers de la production de vanille a été détruit (AFP 22/03)

Nouveau bilan du cyclone *Gafilo* : 237 morts (la plupart dans le nord et l'ouest du pays), 181 disparus (essentiellement 2 bateaux), 304 288 sans-abri. La liste des dégâts est longue : maisons détruites, rizières inondées, zébus et chèvres disparus, puits pollués, greniers à riz et semences inutilisables... nourriture. (AFP 3/04) Le Programme alimentaire recherche 5 M€. La situation alimentaire devient difficile car les prix ont beaucoup augmenté, à cause des dégâts, mais aussi à cause des spéculations sur le riz et la farine. (AFP 13/04)

Malgré les trous dans les toitures et la pénurie de médicaments, l'hôpital de Maroantsetra n'a cessé de fonctionner. Depuis le cyclone, la ville n'est accessible qu'en pirogue ou en avion. Les épidémies ont pu être évitées grâce à l'aide des ONG *Medair* et *Médecins du Monde*. La prison également été réparée grâce à des ONG. 16 détenus ont profité des dégâts pour se faire la belle. Plusieurs centaines de personnes démunies travaillent avec les ONG pour reconstruire routes et bâtiments, et en échange de leur travail elles reçoivent des vivres. Le principal souci, c'est maintenant de prévoir des semences pour éviter d'aller tout droit à la crise alimentaire (AFP 6/05)

Un commerçant français d'origine indienne, gérant d'un magasin d'électroménager, a été enlevé, puis libéré après versement d'une rançon. (AFP 20 & 29/06)

16 % des enfants malgaches de 6 mois à 5 ans souffrent de malnutrition aigue dans les régions frappées par les cyclones au début de l'année, affirme l'Unicef. (AFP 30/06).